



# SUPPRIMER LES CLOISONNEMENTS POUR AFFRONTER UN MOMENT DE CRISE HISTORIQUE

Pistes pour mieux intégrer la programmation, le financement et la mise en oeuvre

**MANIFESTATION DE HAUT NIVEAU**

16 novembre 2020

Conseil d'administration du PAM – Deuxième session ordinaire

15 heures – 17 h 45 (heure d'Europe centrale)

# Note conceptuelle

## Manifestation de haut niveau sur le décloisonnement

16 novembre 2020, Conseil d'administration du PAM – Deuxième session ordinaire  
15 heures – 17 h 45 (heure d'Europe centrale)

1. Les effets de la pandémie de COVID-19, qui sont d'une ampleur inédite dans le monde entier, ont fait reculer les acquis du développement et ont ébranlé les fondements de la paix. Cette crise a soudain révélé les multiples fragilités du système mondial et renforcé plus nettement la certitude que les objectifs du Programme 2030 ne seront pas atteints sans progrès décisifs – et imminents – dans la manière dont les gouvernements assurent la direction et dont leurs partenaires de développement se concertent pour les soutenir.
2. Les institutions représentées à la manifestation de haut niveau ont toutes été créées pour répondre aux enjeux formidables et toujours plus complexes auxquels l'humanité se trouve confrontée. Au cours de l'année écoulée, les gouvernements et chacune de ces institutions ont mobilisé toutes les ressources possibles dans le cadre de leur mandat pour mener une lutte sans relâche contre la pandémie, montrant davantage s'il en était besoin que la nécessité et le potentiel d'une concertation dans les domaines de la planification, du financement et de l'action se manifestent au moment où il s'agit de se mettre à l'œuvre – au niveau national et infranational et à celui des districts, au sein des communautés et des ménages. Nos nouvelles méthodes de travail et notre manière de "reconstruire en mieux" seront d'autant plus efficaces qu'elles seront adoptées et mises en œuvre au niveau des instances gouvernementales, des ministères concernés, des bureaux de terrain et des agents de terrain qui opèrent en première ligne.
3. À l'occasion de cette manifestation, les participants se verront poser une série de questions intéressantes essentiellement la manière dont les institutions mondiales et régionales peuvent mobiliser plus systématiquement et de manière concertée les structures et les ressources propres à chacune dans les pays pour aider les gouvernements nationaux et les autorités locales à accélérer efficacement le développement, et ce sans tarder. Que faut-il faire pour transformer des accords, des mécanismes et des cadres mondiaux et régionaux en

stratégies coordonnées prenant en compte les réalités du terrain afin d'encourager la paix et d'accélérer le développement?

4. C'est en réfléchissant précisément sur ce point que le système des Nations Unies a commencé à revoir son mode de fonctionnement et a réorganisé et redynamisé le Bureau du coordonnateur résident et la manière dont ses équipes de pays collaborent, tant au niveau national que régional. De plus en plus, les institutions financières internationales et les organismes des Nations Unies insufflent une nouvelle vie aux partenariats bilatéraux traditionnels et en établissent de nouveaux, comme l'Accord-cadre de partenariat ONU-Banque mondiale pour les situations de crise. Conscients que nos propres structures et procédures institutionnelles peuvent parfois décourager les meilleures volontés, comment peut-on harmoniser et renforcer des efforts de ce type au niveau des pays, tant sur le plan des procédures que des structures? En fait, quelles possibilités existe-t-il de revoir les approches de notre performance et de nos incitations institutionnelles pour qu'elles stimulent l'adoption de méthodes de travail communes et leur donnent une impulsion nouvelle?
5. Tandis qu'elle sévit déjà durement, la pandémie laisse aussi présager les effets potentiels d'une crise climatique imminente, beaucoup plus importante, qui exigent que nous nous hâtons de trouver de meilleures réponses à ces questions. Les conséquences des chocs mondiaux ne sont pas ressenties au niveau collectif – dans chaque communauté locale, chaque ménage en subit les effets et les conséquences de manière différente et aucun ne dispose des mêmes capacités d'y faire face. Pour apporter une aide à chacun, il faut des stratégies spécifiques et adaptées que seuls les gouvernements nationaux et locaux peuvent concevoir et mettre en œuvre, avec l'appui de nos équipes dans les pays. Et même si, grâce à une coopération mondiale et régionale, nous parvenons à rassembler les meilleures pratiques, ressources et connaissances que l'humanité peut produire, nous serons mal préparés à ce qui s'annonce si nous ne parvenons pas à concevoir des mécanismes capables de les mettre immédiatement et efficacement à profit sur le terrain. À partir des enseignements tirés de la pandémie et de l'action collective que nous menons dans les pays fragiles, en conflit et en proie à des violences, les invités au débat examineront comment utiliser en les combinant les atouts de nos institutions respectives et mettre au point de nouvelles méthodes de travail pour sauver des vies et pour changer la vie.
6. Les invités réfléchiront à la manière dont l'Union africaine, l'Union européenne, les institutions financières internationales et le système des Nations Unies peuvent supprimer les cloisonnements organisationnels pour mobiliser davantage de ressources et aider les gouvernements à les mettre rapidement au service des communautés. Pour ce faire, il faudra renforcer les partenariats, notamment dans les domaines interdépendants de l'action humanitaire, du développement et de la paix, afin de faciliter une planification conjointe globale et la mise au point d'outils collaboratifs permettant de déterminer les risques, de se préparer aux crises et d'intervenir rapidement. Il faudra également repenser comment les ressources et les capacités affectées aux sièges mondiaux et régionaux des

organisations peuvent être mobilisées de manière plus directe au profit des équipes de pays. La coopération dans les pays doit-elle être étayée et renforcée par une structure de coordination complémentaire au niveau mondial, par exemple entre le Groupe des Nations Unies pour le développement durable/le Bureau de la coordination du développement, le Comité permanent interorganisations/le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, les institutions financières internationales et l'Union européenne (Direction générale de la coopération internationale et du développement/Direction générale de la protection civile et des opérations d'aide humanitaire européennes)?

7. Les invités au débat seront engagés à réfléchir à la possibilité de mettre en place des stratégies coordonnées au niveau des pays pour aider les gouvernements à répondre plus efficacement aux besoins de leurs citoyens et à contribuer à renforcer la résilience de manière intégrée. Au bout du compte, le cloisonnement majeur à supprimer se situe au niveau des travaux que nous devons mener conjointement avec les gouvernements. Même lorsque la pandémie actuelle se sera calmée et que la reprise sera bien engagée, nous devons veiller à réunir les financements, les connaissances spécialisées et les capacités de rassemblement et de mise en œuvre des institutions financières internationales, des organismes des Nations Unies et d'autres acteurs majeurs pour agir de manière coordonnée en aidant les pays à renforcer leur niveau de résilience, à protéger les acquis du développement, à réaliser les objectifs de développement, et à se préparer à des crises toujours plus graves. Nous devons par notre action mobiliser les milieux du développement au sens large, sans perdre de vue que l'engagement du secteur privé et une participation accrue et proportionnelle des populations sous-représentées au processus décisionnel – en particulier les femmes et les minorités – sont deux éléments indispensables à la viabilité et à la réussite à long terme.
8. Il faudrait mettre l'accent sur le renforcement de l'impact au niveau des pays et la mise en place de mesures incitatives institutionnelles et de moyens d'encourager la performance pour que tous les acteurs privilégient en premier lieu les impacts du développement et consolident les fondements d'une paix durable. Pour cela, il faudrait élaborer des approches concrètes pour atteindre des objectifs essentiels qui ne sont pas du ressort d'une seule institution – des résultats axés sur la personne humaine, comme l'autonomisation des femmes et la prise en compte des aspirations de la jeunesse, ainsi que des impacts stratégiques comme l'investissement dans la prévention et l'instauration d'un environnement propice à la responsabilisation et à la transparence.
9. Rappelant l'importance des valeurs de coopération et de solidarité sur lesquelles repose la fraternité humaine, les invités réfléchiront à la manière dont nos équipes, à tous les niveaux et dans le monde entier, pourraient – dès demain – resserrer les liens entre elles et avec les gouvernements, physiquement et virtuellement, pour concrétiser les résultats de cette réunion.

# RÉSULTATS ET DOMAINES D'ACTION PROPOSÉS

## RÉSULTAT 1

**Soutenir de bout en bout et de manière plus intégrée les politiques et la mise en œuvre dans les pays**

- Les référents désignés formuleront des recommandations concernant les moyens d'améliorer l'efficacité de l'intégration, de la complémentarité et de la coordination dans les domaines suivants:
  - collecte de données, analyse, évaluations et planification;
  - recherche de solutions aux problèmes de mise en œuvre des programmes essentiels au niveau des pays, s'agissant notamment de la protection sociale, des systèmes alimentaires durables et de la valorisation du capital humain.

## RÉSULTAT 2

**Renforcer l'organisation conjointe d'activités dans les domaines interdépendants de l'action humanitaire, du développement et de la paix dans les pays fragiles, en conflit et en proie à la violence**

- Les référents formuleront des recommandations concernant les moyens d'améliorer les analyses communes de situation et la planification stratégique conjointe afin de venir rapidement en aide aux populations vulnérables.
- Les référents formuleront des recommandations visant à renforcer la planification et la coordination des investissements prévus pour développer les systèmes de prestation des gouvernements.

## RÉSULTAT 3

**Collaborer davantage pour proposer aux pays des moyens de mobiliser des ressources en faveur du développement**

- Les référents formuleront des recommandations pour améliorer les mécanismes de financement et faciliter ainsi la réalisation des objectifs de développement durable au niveau des pays.

- Les référents formuleront des recommandations concernant les moyens d'améliorer la transparence de l'utilisation des ressources destinées au développement ainsi que la justification et l'efficacité de leur emploi.



## **PROCHAINES ÉTAPES**

- Les référents feront le point sur les résultats de la manifestation de haut niveau qu'ils présenteront dans un rapport et formuleront des recommandations qui seront discutées en marge des réunions de printemps du Fonds monétaire international et du Groupe de la Banque mondiale en avril 2021.